

Le Canada peut jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre les changements climatiques

En alliant économie et environnement, l'économie du Canada pourrait croître de 20% tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre de 25%, révèle une étude commandée par la Fondation David Suzuki et l'Institut Pembina. C'est ce que les deux organismes environnementaux plaideront lors de la réunion sur les changements climatiques des Nations Unies, qui a présentement lieu à Poznan, en Pologne.

En effet, selon les principales conclusions de cette étude, qui a été rendue publique, le Canada peut jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre les changements climatiques tout en assurant une vigoureuse croissance de l'économie et de l'emploi. Malgré l'actuel ralentissement économique, la coalition tient à souligner que les conclusions du rapport restent tout-de-même les mêmes.

Au regard de cette étude, la Fondation David Suzuki et l'Institut Pembina estiment que les gouvernements, particulièrement à Ottawa, ne peuvent plus prétendre que la lutte contre les changements climatiques se traduit par des pertes d'emplois et une diminution du niveau de vie.

«Cette étude démontre que les cibles recommandées par les scientifiques sont réalistes et atteignables sans empêcher l'accroissement de la prospérité économique et de la qualité de vie des Canadiens. Le Canada échoue systématiquement à respecter ses engagements internationaux en matière de changements climatiques. Le défi de notre pays n'est pas de nature économique ou technologique, c'est plutôt le leadership politique audacieux qui nous manque», explique Dale Marshall, analyste de politiques en matière de changements climatiques pour la Fondation David Suzuki.

Les propositions

Pour atteindre la cible de réduction de 25%, l'étude constate que l'imposition d'un prix élevé sur le carbone ainsi qu'une réglementation ciblée et des investissements visant à développer l'utilisation de technologies propres sont nécessaires.

L'étude propose que le prix du carbone soit initialement fixé à 50\$ la tonne en 2010, pour ensuite être progressivement majoré chaque année jusqu'à 200\$ la tonne d'ici 2020. De plus, elle identifie des secteurs clés tels que l'enfouissement des déchets, les transports et le chauffage domestique où il serait possible d'atteindre rapidement des réductions considérables des émissions de gaz à effet de serre par la réglementation.

Selon l'étude, en 2020, les Canadiens pourraient économiser plus de 5,5 G\$ chaque année en essence grâce à l'efficacité accrue des véhicules, une meilleure offre de transports en commun et une diminution des distances parcourues.

Selon la Fondation David Suzuki et l'Institut Pembina, l'établissement de cibles précises de réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre des négociations climatiques qui se déroulent actuellement à Poznan en Pologne, sous l'égide des Nations Unies, serait présentement sur la table.